ISRAËL. Située à deux kilomètres de la frontière avec la bande de Gaza, cette petite ville du Sud-Ouest israélien est la cible privilégiée des tirs de missiles palestiniens. Reportage.

A Sdérot, entre colère et déprime

J'*ÉTAIS EN CAISSE ce matin quand la Tzeva adom* [couleur rouge, en français] *a retenti : comme d'habitude, je me suis éloignée des fenêtres en courant »,* raconte Sophie, au rayon cosmétique du centre commercial de Sdérot, saturé de baies vitrées. Vingt secondes, c'est le délai dont disposent les victimes potentielles pour gagner un abri : *« Les clients sont angoissés, frustrés de ne plus sortir. Ils sont blessés mentalement. »* Il y a deux ans, avant de rejoindre ici son ami israélien, Sophie vendait des produits de luxe à Paris. Elle rêve à présent de s'installer dans une plus grande ville, *« dans le nord »* du pays.

Située dans le Néguev occidental, largement peuplée d'immigrants – de l'ex-URSS et du Maghreb –, Sdérot abrite 24 000 âmes amères : elle est la cible la plus accessible des roquettes artisanales tirées depuis la bande de Gaza, à deux kilomètres de là. Les auteurs ? Des groupes isolés qui fabriquent clandestinement ces explosifs à partir de matériel de plomberie. Depuis la deuxième Intifada (septembre 2000), environ mille projectiles ont atteint la cité et ses environs, faisant six morts et de nombreux blessés. Toujours en vigueur, le cessez-le-feu signé le 26 novembre 2006 entre les autorités israélienne et palestinienne n'a pas interrompu les tirs : depuis, près de 80 roquettes ont atterri sur la ville. La population est déprimée, voire traumatisée.

Le marché couvert désert et les nombreux rideaux de fer baissés sont autant d'indices d'un chômage grandissant : *« Ces attaques contre le Néguev occidental ont fait perdre ces deux dernières années à la région 40 millions de shekels* [7,1 millions d'euros, *ndlr*]. *Près de 14 % des commerçants envisageraient même d'aller s'installer ailleurs. 100 employés de diverses entreprises ont déjà quitté la ville »,* lit-on dans *Guysen Israël News* du 18 novembre dernier. Le marché immobilier s'effondre : la mairie a récemment mis en vente 53 terrains constructibles à 1 shekel (0,18 euro) pièce, mais aucun acheteur ne s'est fait connaître.

PH. ELÉONORE DE NARBONNE

Raymond, habitant de Sdérot, regarde les impacts des tirs de roquettes dans un quartier commerçant du centre-ville

Quant au centre de consultation psychologique, il est débordé. Adriana Kat, directrice du centre d'hygiène mentale, raconte : *« Nous suivons plus de 5 000 personnes, dont 1 700 venues consulter depuis février* [2006, *ndlr*] *: c'est énorme. Insomnies, dépressions, impossibilité de travailler, drames familiaux, dépendance aux médicaments : c'est très grave »,* explique la psychiatre[1].

Dans les rues sans vie, les passants se saluent, mais affichent vite un moral visiblement en berne. Au café, Maurice, cheveux en brosse et blouson militaire, oscille entre découragement et colère : *« Partir, pour aller où ? Toute ma famille est enterrée ici. »* Il souhaite qu'une force internationale d'interposition vienne imposer la paix, car il n'a plus confiance en son gouvernement : selon lui, l'armée ne *« frappe pas assez fort »* l'ennemi. Le ton monte, ses amis acquiescent : *« Tout ce que nous voulons, c'est vivre en sécurité. Nous avons peur pour nos enfants. »* Soupir exaspéré : *« C'est la ville entière qui a besoin d'un psychologue. »* Le 15 novembre dernier, le ministre de la Défense Amir Peretz promettait de faire payer cher les responsables des tirs qui avaient tué une habitante et grièvement blessé l'un de ses gardes du corps : l'explosion avait eu lieu à 150 mètres de sa propre résidence. Cette attaque a été revendiquée, vidéo à l'appui, par le Hamas et le Djihad islamique pour venger les 19 civils palestiniens tués quelques jours auparavant par un bombardement de l'armée israélienne (dû à une « erreur technique »), à Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza.

« Ici, on est tous malades »

« Cette colline en face, à deux kilomètres, c'est Beit Hanoun. » Raymond a garé sa voiture dans un terrain vague à la sortie de Sdérot. *« C'est de là qu'ils nous tirent dessus. »* Retour dans le centre-ville. Il montre un impact de missile Qassam, tombé sur un lieu jadis prisé par les habitants pour sortir : *« Cette place était pleine de monde le soir, on s'amusait… »* Venu d'Algérie en 1956, Raymond a vu Sdérot naître, se développer puis se replier sur elle-même. Il exprime pudiquement sa nostalgie du temps où *« les voisins de Gaza venaient en amis aux fêtes du village. Aujourd'hui, on ne se parle plus. De toute façon, ce serait trop risqué ».* Silence. *« On a connu la paix ensemble, alors je garde l'espoir qu'elle soit de nouveau possible. Mais vivrai-je assez longtemps pour la voir… ? »* Raymond vient de subir une opération du cœur qu'il n'estime pas sans rapport avec la tension permanente qui l'entoure : *« Depuis six ans, ma femme a trop peur pour sortir. Je m'occupe de toutes les courses. Notre fils de treize ans vient nous rejoindre la nuit dans notre chambre, car il n'arrive pas à dormir. »* Raymond se dit *« fatigué »* et ne travaille plus : *« Ici, on est tous malades. »* ▮

ELÉONORE DE NARBONNE

1. *Source* : AFP.

PALESTINE

La misère conduit Gaza à l'explosion

La « bavure » de Beit Hanoun, le 8 novembre 2006, a achevé de chauffer à blanc les Gazaouis, « bouclés » à l'intérieur d'un territoire surpeuplé, en proie à la guerre civile. Lors des obsèques des victimes, la rue a crié vengeance et les discussions politiques pour former un gouvernement d'union se sont interrompues.

Les efforts de la communauté internationale pour relancer le processus de paix ont repris. Mais, mi-décembre, l'appel aux urnes du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a mis le feu aux poudres. Depuis, les deux chefs de l'échiquier politique palestinien s'affrontent sans parvenir à s'entendre. Le Fatah de Mahmoud Abbas, élu en janvier 2005, semble prêt à négocier un accord de paix avec Israël, qui s'est résolu à le soutenir. Contrairement au Hamas (Mouvement de la Résistance islamique) du Premier ministre Ismaël Haniyeh, qui dirige le gouvernement et le Conseil législatif (Parlement) depuis janvier 2006. Son parti refusant de reconnaître Israël, les bailleurs de fonds internationaux ne versent plus d'aide à l'Autorité palestinienne. Sur fond de grèves et de violences, ce bras de fer s'est soldé par une trêve, mais les combats ont continué. Il a du même coup plongé le 1,5 million d'habitants de la bande de Gaza dans la misère : le revenu par habitant aurait chuté de 40 %.

Fin novembre 2006, le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) faisait état d'une forte hausse de la pauvreté dans les territoires palestiniens, en particulier à Gaza : environ 60 % de la population palestinienne est tombée au-dessous du seuil de pauvreté. A Gaza (qui compte 70 % de réfugiés contre 30 % en Cisjordanie), entre 58 et 64 % des familles ont un revenu inférieur à 116 dollars (90 euros) pour 14 à 18 % des ménages de Cisjordanie, alors que le seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale est de 414 dollars (323 euros) par mois pour une famille de six personnes.

Début décembre, l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) indiquait que la consommation des ménages palestiniens avait diminué de 500 millions de dollars en 2006 par rapport à 2005. En 2006, le montant reçu à la suite de l'appel d'urgence en faveur des Palestiniens s'est élevé à 171 millions de dollars ; il devrait doubler en 2007 pour combler des besoins croissants. ▮

E. de N.